

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture et de la
communication

NOR :: MCCB09*****D

DECRET

Relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques ;

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 modifié relatif à l'organisation des services d'administration centrale ;

Vu le décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel des Services du Premier ministre en date du ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central du ministère de la culture et de la communication en date du ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de la culture et de la communication en date du ;

DECRETE :

Article 1^{er}

L'administration centrale du ministère chargé de la culture comprend, outre l'inspection générale des affaires culturelles, le haut fonctionnaire de défense et de sécurité, la délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France, le département de l'information et de la communication et le bureau du cabinet, directement rattachés au ministre :

1°) le secrétariat général ;

2°) les directions générales suivantes :

- la direction générale des patrimoines ;
- la direction générale de la création artistique ;
- la direction générale des médias et des industries culturelles.

Article 2

Le secrétariat général assiste le ministre pour l'administration du ministère. A cette fin, il coordonne l'action de l'ensemble des services du ministère et participe à leur évaluation.

En liaison avec les directions générales, il conduit les réflexions stratégiques relatives à l'organisation et à l'administration du ministère, de ses services déconcentrés et de ses opérateurs ainsi qu'à la définition de sa politique de gestion des ressources humaines. Il assure des missions de coordination et d'expertise. Il représente, dans ses domaines de compétence, le ministère dans les instances interministérielles.

I. Il propose et pilote la politique de modernisation et la stratégie de réforme du ministère et en assure le suivi ministériel et interministériel. Il veille à l'adaptation et à la simplification des structures administratives, de leurs missions et de leurs procédures. Il veille à la formalisation des objectifs stratégiques des services et des opérateurs du ministère. Il en mesure la performance. Il pilote le contrôle de gestion ministériel et coordonne sa mise en œuvre.

Il élabore la politique de ressources humaines, en assure le pilotage, la mise en œuvre et le contrôle d'application. Il en garantit la cohérence. Il met en œuvre la gestion collective et individuelle des agents inscrits sur le budget du ministère. Il centralise et présente au ministre les propositions de nomination des cadres dirigeants et experts de haut niveau issues des directions générales. Il assure, en liaison avec les directions générales, la préparation des nominations des représentants du ministère dans les différents organismes où il est représenté.

Le secrétariat général définit la stratégie budgétaire du ministère en liaison avec les responsables de programmes budgétaires. Il est chargé d'assurer la synthèse du budget du ministère. Il anime et coordonne l'action des responsables de programmes budgétaires du ministère. En liaison avec les directions générales, il conduit la procédure de préparation du budget pour l'ensemble des programmes du ministère et propose au ministre les arbitrages relatifs aux emplois et aux crédits, et suit l'exécution de l'ensemble des programmes du ministère. Il assure la programmation des moyens budgétaires et humains des programmes dont il a la responsabilité et participe à celle des programmes concernés par son activité. Il pilote les contrôles internes budgétaire et comptable ministériels et coordonne leur mise en œuvre.

Il participe, en liaison avec les directions générales concernées, à l'exercice de la tutelle des opérateurs du ministère.

Il exerce la tutelle sur les opérateurs relevant de son domaine de compétence et participe à celle-ci lorsqu'elle associe d'autres directions générales.

Il est chargé des affaires juridiques et fiscales et coordonne la préparation des textes législatifs et réglementaires. Il élabore, en liaison avec les directions générales concernées, les textes législatifs et réglementaires en matière de propriété littéraire et artistique. Il représente l'Etat devant les juridictions, sous réserve des attributions de l'agent judiciaire du Trésor. Il anime le réseau juridique des directions générales et des opérateurs.

Il définit et met en œuvre la stratégie du ministère en matière de systèmes d'information. A ce titre, en liaison avec les directions générales, il élabore et pilote le schéma directeur des systèmes d'information du ministère.

Il définit et met en œuvre la politique immobilière du ministère et assure le suivi des grands projets d'investissement. Il définit et coordonne la mise en œuvre de la politique de l'achat public et suit son application.

Il définit et met en œuvre la politique de communication interne du ministère.

II. En liaison avec les directions générales, il coordonne les politiques culturelles transversales ; il initie et promeut des actions innovantes dans le secteur culturel.

A ce titre :

- il concourt à l'élaboration de la politique et coordonne les actions du ministère en matière d'éducation artistique et culturelle et de développement des pratiques culturelles ainsi que celles qui visent à promouvoir l'accès à l'art et à la culture pour les différentes catégories de publics ;
- il conduit la politique et coordonne les actions du ministère en matière de diffusion de la culture scientifique et technique, et anime les actions en matière de numérisation, de diffusion et de valorisation des données publiques et des ressources numériques culturelles ;
- il soutient et coordonne les actions du ministère en matière de formation, d'enseignement supérieur, et de recherche.

En liaison avec les directions générales, il conduit et coordonne la politique du ministère dans les domaines européen et international. En liaison avec les autres départements ministériels, il contribue au rayonnement de la culture française dans le monde et des cultures étrangères en France.

Il coordonne les initiatives visant à développer l'aménagement culturel du territoire et à assurer la cohérence de l'action territoriale conduite par les services du ministère. A ce titre, en liaison avec les responsables de programmes et les directions générales, il assure la synthèse des objectifs assignés aux services déconcentrés et concourt à leur évaluation. Il coordonne l'action des services déconcentrés dans les domaines partagés entre plusieurs programmes.

En liaison avec les directions générales, il conduit et réalise des études prospectives et d'évaluation destinées à éclairer et mener les politiques ministérielles. Il coordonne la production, l'exploitation et la publication des statistiques culturelles.

III. Le secrétaire général préside le comité des directeurs. Il peut présider, en tant que représentant du ministre, le comité technique paritaire ministériel et le comité ministériel d'hygiène et de sécurité.

Article 3

La direction générale des patrimoines définit, coordonne et évalue la politique de l'Etat en matière d'architecture, d'archives, de musées et de patrimoine monumental et archéologique.

I. Elle est chargée de l'étude, de la protection, de la conservation, de la restauration, de la valorisation et de la transmission aux générations futures du patrimoine et des collections des musées, du patrimoine archéologique, des monuments et des espaces protégés, ainsi que des autres biens culturels, protégés au titre du code du patrimoine et du code de l'urbanisme pour leur intérêt historique, esthétique et culturel. Elle exerce ces mêmes compétences au titre des œuvres photographiques et du patrimoine ethnologique et immatériel. Elle contribue à l'enrichissement des collections publiques.

Elle définit, coordonne et évalue l'action de l'Etat en matière de collecte, de conservation, de communication et de mise en valeur des archives publiques à des fins administratives, civiques, scientifiques et culturelles, dans le cadre des orientations du comité interministériel des Archives de France. Elle veille à la sauvegarde des archives privées présentant, du point de vue de l'histoire, un intérêt public. Elle est chargée de la transmission aux générations futures du patrimoine archivistique.

Elle favorise la création architecturale et veille à la promotion de la qualité architecturale et paysagère dans les espaces naturels et bâtis, s'agissant notamment des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs. Elle exerce le contrôle scientifique sur l'enseignement de l'architecture.

II. Elle élabore, en liaison avec le secrétariat général, les autres directions générales et départements ministériels concernés, les dispositions législatives et réglementaires relatives à la circulation des biens culturels, aux archives, aux musées, à l'archéologie, aux monuments historiques, aux espaces protégés, à l'inventaire général du patrimoine culturel, à l'architecture et au cadre de vie, ainsi que les dispositions législatives et réglementaires régissant les enseignements et les professions relevant de ses domaines de compétence. Elle en coordonne l'application et veille à leur mise en œuvre.

Elle exerce le contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques et sur les archives privées protégées, sur les musées de France, sur les opérations archéologiques, sur les monuments historiques et les espaces protégés ainsi que sur les opérations d'inventaire général du patrimoine culturel. Elle assure la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires qui lui confèrent une compétence d'inspection, d'avis ou d'autorisation au titre de la protection des patrimoines ou de la qualité architecturale ou paysagère.

Elle organise la collecte, la production et la diffusion des données scientifiques, notamment sous forme numérique, dans ses domaines de compétence.

Elle exerce le droit de préemption prévu par le code du patrimoine.

En liaison avec les autres directions générales, elle veille au développement et exerce une mission d'observation du marché de l'art. Elle propose de mesures destinées à favoriser le développement du marché de l'art et du mécénat dans son champ d'activités.

Elle suit les questions sociales, économiques et fiscales intéressant les disciplines et les professions relevant de son champ d'activités. Elle met en œuvre les concertations et les consultations avec les professionnels concernés et participe à l'animation des réseaux de professionnels en France et à l'étranger.

Elle organise l'enseignement et la recherche dans ses domaines de compétence et participe à la valorisation des résultats. Elle participe à l'organisation de la formation continue de professionnels intervenant dans ses domaines de compétence.

Elle conduit, dans ses domaines de compétence, la politique du ministère en vue de la sensibilisation, du développement et de la satisfaction des publics et plus généralement de la démocratisation culturelle. A ce titre, elle conduit des actions notamment dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et assure une mission d'étude et d'analyse de ces publics.

Elle conduit, en liaison avec le secrétariat général, l'action européenne et internationale dans ses domaines de compétence.

III. Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique des ressources humaines concernant les agents de la direction générale, des services déconcentrés, des services à compétence nationale et des opérateurs relevant de son domaine de compétence ainsi que des services départementaux d'archives et participe à la gestion de ces personnels.

Elle contribue à la définition de la stratégie budgétaire du ministère. Elle assure, en concertation avec le secrétariat général, la programmation des moyens budgétaires et humains des programmes dont elle a la responsabilité et participe à celle des programmes concernés par son activité. Dans ses domaines de compétence, elle répartit les crédits entre les services déconcentrés, les services à compétence nationale et les opérateurs. Elle assure le suivi de la consommation des crédits. Elle contribue à l'évaluation de leur utilisation au regard des objectifs de la politique de l'Etat dans ses domaines de compétence.

En liaison avec le secrétariat général, elle exerce la tutelle sur les opérateurs relevant de son domaine de compétence et participe à celle-ci lorsqu'elle associe d'autres directions générales ou le secrétariat général.

Elle a autorité sur les services à compétence nationale qui lui sont rattachés.

Elle participe, en liaison avec le secrétariat général, à l'élaboration du schéma directeur informatique du ministère. Elle assure la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information dans son domaine, en conformité avec la stratégie ministérielle en la matière.

Elle participe au pilotage des opérations d'équipement du ministère et de ses opérateurs.

Elle fixe les objectifs assignés aux services déconcentrés et anime leur action dans les domaines dont elle a la charge.

Elle contribue aux travaux d'étude, d'observation et de recherche menés par le ministère et ses interlocuteurs sur les pratiques culturelles, les disciplines et les professions relevant de son champ d'activité.

Elle assure, en liaison avec le département de l'information et de la communication, la conception et l'organisation des événements culturels dans ses domaines de compétence.

IV. La direction générale des patrimoines comprend notamment le service de l'architecture, le service des archives de France, le service des musées de France, le service du patrimoine.

Article 4

La direction générale de la création artistique définit, coordonne et évalue les politiques culturelles de l'Etat relatives à l'ensemble des arts du spectacle vivant et aux arts plastiques.

Cette mission est conduite en concertation avec les autres administrations, les collectivités territoriales et les professionnels concernés.

I. Par ses propositions et les actions qu'elle met en œuvre, la direction générale soutient la création artistique et son renouvellement, dans toutes ses formes d'expression et d'esthétique.

Elle favorise la diffusion des œuvres en permettant l'accès du plus grand nombre aux productions artistiques.

Elle mène une politique d'acquisition et de conservation patrimoniale dans le domaine des arts plastiques et du spectacle vivant.

A ce titre :

- elle soutient la création, la recherche et facilite la rencontre de toutes les disciplines artistiques ;
- elle développe une politique d'achat et de commande d'œuvres ;
- elle concourt au développement des réseaux nationaux de création et de diffusion du spectacle vivant et des arts plastiques ;
- elle concourt par des initiatives nationales à la mise en œuvre d'actions nécessaires au développement des arts du spectacle vivant et des arts plastiques ;
- elle conduit, dans ses domaines de compétence, la politique du ministère en vue de la sensibilisation, du développement et de la satisfaction des publics et plus généralement de la démocratisation culturelle. A ce titre, elle conduit des actions notamment dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et des pratiques amateurs.
- elle encourage la diffusion européenne et internationale des œuvres des créateurs français ou exerçant leur activité en France, contribuant ainsi au rayonnement culturel de la France ;
- elle contribue à l'enrichissement, à la valorisation et à la conservation des collections publiques, des fonds publics d'art contemporain et des biens culturels confiés aux opérateurs dont elle assure la tutelle, ainsi qu'à la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine des arts de la scène.

II. Elle suit les questions sociales, économiques et fiscales intéressant les disciplines et les professions relevant de son champ d'activités. Elle met en œuvre les concertations et les consultations avec les professionnels concernés et participe à l'animation des réseaux de professionnels en France et à l'étranger.

A ce titre :

- en liaison avec le secrétariat général et les autres départements ministériels, elle contribue à la définition de l'environnement juridique des professions du secteur de la création artistique et à l'élaboration de la réglementation relative au statut et à l'activité des artistes et des professions œuvrant dans le domaine du spectacle vivant et des arts plastiques ;
- en liaison avec les autres directions générales et les autres départements ministériels, elle contribue à la valorisation et au développement des métiers d'art ;
- en liaison avec les autres directions générales, elle veille au développement et exerce une mission d'observation du marché de l'art et des industries culturelles dans son champ d'activités ; elle propose des mesures destinées à favoriser le développement du marché de l'art et du mécénat dans son champ d'activités.

III. Elle définit l'organisation de l'enseignement, de la formation et de la recherche dans son champ d'activité.

A ce titre :

- elle définit et met en œuvre la structuration de l'enseignement supérieur des arts plastiques. En liaison avec le secrétariat général, elle élabore la réglementation relative à cet enseignement. Elle contrôle, accompagne et coordonne l'activité scientifique et pédagogique des établissements nationaux et territoriaux qui constituent le réseau des écoles d'art ;
- elle élabore la réglementation concernant l'enseignement spécialisé et l'enseignement supérieur dans le domaine du spectacle vivant en liaison avec le secrétariat général et assure sa mise en œuvre ; elle assure le contrôle scientifique et pédagogique de l'Etat sur les établissements d'enseignement public de musique, de danse, d'art dramatique relevant des collectivités territoriales.

IV. Pour l'accomplissement de ses missions, elle exerce les compétences suivantes :

- elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de ressources humaines concernant les agents de la direction générale, des services déconcentrés, des services à compétence nationale et des opérateurs relevant de son domaine de compétence et participe à la gestion de ces personnels ;
- elle assure, en concertation avec le secrétariat général, la programmation des moyens budgétaires et humains des programmes dont elle a la responsabilité et participe à celle des programmes concernés par son activité. Dans ses domaines de compétence, elle répartit les crédits entre les services déconcentrés, les services à compétence nationale et les opérateurs. Elle assure le suivi de la consommation des crédits. Elle contribue à l'évaluation de leur utilisation au regard des objectifs de la politique de l'Etat dans ses domaines de compétence ;
- en liaison avec le secrétariat général, elle exerce la tutelle sur les opérateurs relevant de son domaine de compétence et participe à celle-ci lorsqu'elle associe d'autres directions générales ou le secrétariat général ;
- elle a autorité sur les services à compétence nationale qui lui sont rattachés ;
- elle participe, en liaison avec le secrétariat général, à l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information du ministère ; elle assure la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information dans son domaine, en conformité avec la stratégie ministérielle en la matière ;
- elle participe au pilotage des opérations d'équipement de l'Etat et de ses opérateurs ;
- elle fixe les objectifs assignés aux services déconcentrés et anime leur action dans les domaines dont elle a la charge ;
- elle contribue aux travaux d'étude, d'observation et de recherche menés par le ministère de la culture et ses interlocuteurs sur les publics, les pratiques culturelles, les disciplines et les

professions relevant de son champ d'activité, notamment pour ce qui concerne les conditions sociales et économiques d'exercice des professions ;

- elle assure, en liaison avec le département de l'information et de la communication, la conception et l'organisation des événements culturels dans ses domaines de compétence.

V. La direction générale de la création artistique comprend notamment le service du spectacle vivant, le service des arts plastiques.

Article 5

I. La direction générale des médias et des industries culturelles définit, met en œuvre et évalue les politiques de l'Etat en faveur du développement et du pluralisme des médias, de l'industrie publicitaire, de l'ensemble des services de communication au public par voie électronique, de l'industrie phonographique, du livre et de la lecture et de l'économie culturelle. Elle suit les activités du Centre national de la cinématographie.

Dans ce cadre, elle contribue à définir, mettre en œuvre et évaluer les conditions du développement des industries de diffusion et de production de contenus culturels. Elle propose des mesures destinées à favoriser le développement du mécénat et du marché de l'art et coordonne leur mise en œuvre.

Elle participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'Etat en faveur de l'action audiovisuelle extérieure de la France.

Elle contribue aux travaux d'étude et d'évaluation économiques et de recherche, ainsi que de veille et d'expertise sur l'évolution des technologies numériques, dans son champ d'activités.

Elle veille à l'équilibre entre les différents acteurs qui interviennent dans le domaine du livre et, à ce titre, au développement de l'économie du livre, en France et à l'étranger.

Elle favorise le développement de la lecture et procède à l'évaluation des politiques dans le domaine de la lecture publique. Elle contribue à la modernisation des bibliothèques et des médiathèques, et notamment au renforcement des réseaux et services de coopération, ainsi qu'à la formation de leurs personnels.

Elle veille à la conservation, à l'enrichissement et à la valorisation du patrimoine des bibliothèques et des médiathèques. Elle veille à la collecte, à la production et à la diffusion des documents et des données scientifiques, notamment sous forme numérique, dans ses domaines de compétence. Elle exerce le droit de préemption prévu par le code du patrimoine.

Elle exerce le contrôle technique de l'Etat sur les bibliothèques et les médiathèques des collectivités territoriales.

II. Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de ressources humaines des agents de la direction générale, des services déconcentrés et des opérateurs relevant de son domaine de compétence et participe à la gestion de ces personnels.

Elle contribue à la définition de la stratégie budgétaire du ministère. Elle assure, en concertation avec le secrétariat général, la programmation des moyens budgétaires et humains des programmes dont elle a la responsabilité et participe à celle des programmes concernés par son activité. Elle

gère, pour le compte du Premier ministre, les crédits relatifs à l'action audiovisuelle extérieure. Dans ses domaines de compétence, elle répartit les crédits entre les services déconcentrés, les services à compétence nationale et les opérateurs. Elle assure le suivi de la consommation des crédits. Elle contribue à l'évaluation de leur utilisation au regard des objectifs de la politique de l'Etat dans ses domaines de compétence.

En liaison avec le secrétariat général, elle exerce la tutelle sur les opérateurs relevant de son domaine de compétence, notamment ceux du secteur public audiovisuel, et participe à celle-ci lorsqu'elle associe d'autres directions générales ou le secrétariat général.

En liaison avec le secrétariat général, elle exerce la tutelle du Centre national de la cinématographie, notamment dans les conditions prévues par le code de l'industrie cinématographique.

En liaison avec le secrétariat général, la direction générale élabore la législation et la réglementation relatives à la presse écrite, à la collecte de l'information, à la communication audiovisuelle et aux autres services de communication destinés au public. Dans ces différents secteurs, elle suit les négociations relatives aux professions concernées, elle gère des aides financières attribuées aux entreprises, participe à la mise en œuvre des procédures relevant du droit de la concurrence et contribue au suivi des questions sociales relevant de ces secteurs. En liaison avec le secrétariat général, elle instruit les contentieux dans ses domaines de compétence.

En liaison avec le secrétariat général, elle élabore la position du ministère de la culture et de la communication pour les négociations européennes et internationales touchant à la réglementation et à la régulation des médias, des industries culturelles, du livre et des services en ligne.

Elle participe au pilotage des opérations d'équipement de l'Etat et de ses opérateurs.

Elle fixe les objectifs assignés aux services déconcentrés et anime leur action dans les domaines dont elle a la charge.

Elle participe, en liaison avec le secrétariat général, à l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information du ministère ; elle assure la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information dans son domaine, en conformité avec la stratégie ministérielle en la matière.

Elle assure, en liaison avec le département de l'information et de la communication, la conception et l'organisation des événements culturels dans ses domaines de compétence.

Elle assure le secrétariat de la commission paritaire des publications et agences de presse. Elle suit l'activité des organismes des secteurs de la presse et de la collecte de l'information soumis à statut particulier ou liés à l'Etat par convention.

III. La direction générale des médias et des industries culturelles comprend notamment le service des médias, le service du livre et de la lecture.

Article 6

La délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France oriente et coordonne les politiques publiques visant à garantir l'emploi de la langue française, à promouvoir son usage et à assurer son enrichissement. Elle leur apporte son expertise et s'assure de leur mise en oeuvre. Elle appuie les initiatives privées qui concourent à ces objectifs.

Elle veille à inscrire les langues de France dans les politiques culturelles. Elle développe leur observation, encourage leur préservation et contribue à leur valorisation.

Elle met en oeuvre, conjointement avec les ministères et organisations concernés, les actions de l'Etat destinées à promouvoir le plurilinguisme, à conforter la place de la langue française dans les pays francophones et à renforcer la diversité linguistique en Europe et dans le monde.

Article 7

Le département de l'information et de la communication définit et met en oeuvre la politique de communication du ministère et coordonne, dans ce domaine, l'action des autres services, notamment en matière de relations avec la presse, de publications et de diffusion sur tous supports, d'actions multimédias, et d'événements.

Article 8

Le présent décret entrera en vigueur à compter *[du 1er juillet 2009]*.

Article 9

Dans tous les textes réglementaires en vigueur, la référence à la direction de l'architecture et du patrimoine, à la direction des musées de France et à la direction des archives de France est remplacée par la référence à la direction générale des patrimoines ; la référence à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles et à la délégation aux arts plastiques est remplacée par la référence à la direction générale de la création artistique ; la référence à la direction du développement des médias et à la direction du livre et de la lecture est remplacée par la référence à la direction générale des médias et des industries culturelles ; la référence à la direction de l'administration générale et la délégation au développement et aux affaires internationales est remplacée par la référence au secrétariat général ; la référence à la délégation générale à la langue française et aux langues de France est remplacée par la référence à la délégation interministérielle à la langue française et aux langues de France.

Dans tous les textes réglementaires en vigueur, la référence au directeur de l'architecture et du patrimoine, au directeur des musées de France et au directeur des archives de France est remplacée par la référence au directeur général des patrimoines ; la référence au directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles et au délégué aux arts plastiques est remplacée par la référence au directeur général de la création artistique ; la référence au directeur du développement des médias et au directeur du livre et de la lecture est remplacée par la référence au directeur général des médias et des industries culturelles ; la référence au directeur de l'administration générale et au délégué au développement et aux affaires internationales est remplacée par la référence au secrétaire général ; la référence au délégué général à la langue française et aux langues de France est remplacée par la référence au délégué interministériel à la langue française et aux langues de France.

Article 10

Le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication et le décret n° 2000-1074 du 3 novembre 2000 relatif à la direction du développement des médias sont abrogés.

Article 11

La ministre de la culture et de la communication et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le []

Le Premier ministre,
François FILLON

La ministre de la culture
et de la communication,
Christine ALBANEL

Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,
Eric WOERTH